

## [Text]

Comme ce comité le sait, le rapport du premier comité présidé par le sénateur Kelly a suscité de nombreux travaux reliés à l'antiterrorisme canadien, particulièrement en ce qui concerne la gestion des incidents. Les communications publiques, y compris les relations entre le gouvernement, la police et les médias, demeurent une préoccupation majeure, comme en fait foi la présente session du comité.

Les communications publiques relatives à la sécurité intérieure canadienne prennent racine dans la politique du gouvernement en matière de communications. Celle-ci demande aux ministères d'être prêts à communiquer en situation de crises, y compris lors d'incidents terroristes. De telles communications reflètent d'ailleurs le rôle de chef de file que joue le Solliciteur général dans le domaine de l'antiterrorisme.

The interdepartmental Security Advisory Committee Public Communications Committee, comprising representatives from more than 10 departments and agencies, plays a key role in counter-terrorism. These include members, for example, from Transport, External Affairs, Emergency Preparedness Canada, the Department of National Defence, PCO, RCMP, and the Canadian Security Intelligence Service. The committee, whose chairman is the Director General, Communications, Solicitor General Canada, meets when there is a full agenda but is also available for consultation as a full or smaller group during an incident.

In considering public communications, it helps to bear in mind the distinction between strategic and tactical or operational communications. Strategic communications looks at overall management, including advice to the government on statements, themes, and broad public information. Operational communications, including media relations, centres on an incident's immediate management at the scene and is exclusively a police responsibility.

The April bus hostage-taking has prompted several questions about the media's role in such incidents, especially regarding live radio and television reports. It would not be useful to describe the incident in full right now, but I would like to comment on public communications as events unfolded.

The RCMP handled media relations in operations required by the incident, but other public communications work was under way a few blocks away at Solicitor General Canada. Solicitor General Pierre Blais and his advisers were on top of the incident, with public communications being a major consideration. The "situation room" of the new National Security Coordination Centre—the centre was established April 1 as a further move in government counter-terrorism—was humming in its first test in a major incident.

This committee has asked what I was doing during the Hill incident. My job was to offer strategic communications advice to the Solicitor General and Deputy Solicitor General Joe

## [Traduction]

As this Committee is aware, the report of the first Committee, chaired by Senator Kelly, sparked a great deal of activity in the area of Canadian anti-terrorism, especially with respect to incident management. Public communication, including relations among governments, police and the media, remains an on-going concern, as this Committee sitting demonstrates.

Public communication with respect to Canada's internal security are rooted in the government's communications policy, which requires departments to be ready to communicate in crisis situations, including terrorist incidents. Communications at such times reflect the leading role of the Solicitor General in anti-terrorism.

Le comité des communications publiques du Comité consultatif interministériel de la sécurité, qui regroupe des représentants de plus de dix ministères et organismes, joue un rôle clef dans la lutte contre le terrorisme. Il comprend par exemple des représentants du ministère des Transports, du ministère des Affaires extérieures, de Protection civile Canada, du ministère de la Défense nationale, du BCP, de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité. Le Comité, placé sous la présidence du directeur général des communications, du ministère du Solliciteur général du Canada, se réunit lorsque l'ordre du jour est complet, mais peut également être consulté, en cas de crise, en séance plénière ou en comité restreint.

Quand il s'agit de communications publiques, il est bon de faire la distinction entre les communications stratégiques et les communications tactiques ou opérationnelles. Les communications stratégiques se rapportent à la gestion générale, y compris aux conseils fournis au Gouvernement relativement aux déclarations, thèmes et informations publiques générales. Les communications opérationnelles, y compris les relations avec les médias, se rapportent à la gestion immédiate d'une situation, sur les lieux mêmes et relèvent exclusivement de la responsabilité de la police.

La prise d'otages du mois d'avril a soulevé plusieurs questions relativement aux rôles que peuvent jouer les médias dans de telles situations, en particulier les reportages présentés en direct à la radio et à la télévision. Toute description complète des événements serait superflue actuellement, mais j'aimerais présenter quelques commentaires sur les communications publiques qui ont eu lieu pendant tout le temps qu'ont duré les événements.

La GRC s'est chargée d'informer les médias sur les opérations menées relativement à l'incident, mais le solliciteur général du Canada offrait, lui aussi, à quelques coins de rues de là, un service de communications publiques. Le solliciteur général Pierre Blais et ses conseillers suivaient de près la situation, se chargeant tout particulièrement des communications publiques. Le poste d'information du Centre de coordination de la sécurité nationale, créé le 1<sup>er</sup> avril afin d'intensifier la lutte contre le terrorisme, était confronté pour la première fois à un incident grave.

Des membres du comité ont demandé quelles étaient mes fonctions pendant la prise d'otages sur la colline du Parlement. Ma mission était de fournir des conseils sur les communica-